

LEE HYE-MIN

Ancien sherpa du G20 pour la Corée, ancien ambassadeur de Corée pour les Affaires économiques internationales, conseiller principal de KIM & CHANG

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Merci beaucoup. Je donne maintenant la parole à Hye-Min qui va nous présenter un point de vue coréen, mais qui dépassera en fait largement le cadre de la Corée. Je vous en prie Hye-Min.

Lee Hye-Min, Former G20 Sherpa of Korea, Senior Advisor of KIM & CHANG

Merci Thierry. Je suis très heureux d'être ici parmi vous cet après-midi. Tout d'abord, je tiens à remercier Thierry et son équipe. Je pense qu'on ne peut pas parler du G7 sans parler du G20. Le G7 et le G20 sont des groupes de pays qui se réunissent essentiellement pour coordonner leurs politiques macroéconomiques. Le G7 et le G20 ont une influence considérable sur l'économie mondiale, mais le G7 comme le G20 sont des entités informelles. Les institutions de gouvernance internationale traditionnelles et formellement structurées sont établies et basées sur une charte fondatrice ou un traité international, comme la Charte des Nations unies ou les statuts du Fonds monétaire international. Or, comme vous le savez, le G7 et le G20 n'ont pas été constitués sur la base d'accords officiels. De ce fait, le G7 et le G20 ont été privés dès le départ de la légitimité dont jouissent les organisations internationales telles que les Nations unies ou le FMI. Personne ne leur a demandé de discuter et de prendre des décisions sur des questions économiques mondiales d'une telle importance. Qui plus est, les déclarations ou documents du G7 et du G20 ne sont pas juridiquement contraignants.

Je ne sais pas si l'ambassadeur Etienne se souvient de moi, mais nous étions tous deux sherpas G20 au sommet du G20 à Hambourg. Lorsque le G6 a accueilli le Canada en 1976, il est devenu le G7. Le G7 a été créé à l'initiative du président français, Valéry Giscard d'Estaing. Les idées françaises et européennes y sont à l'honneur. Les membres du G7 partagent des valeurs communes, notamment le respect des droits de l'homme, l'État de droit et un engagement en faveur des économies de marché. Au fil du temps, l'accent mis par le G20 sur les politiques macroéconomiques s'est étendu à diverses autres thématiques mondiales, notamment la sécurité, la politique étrangère, le changement climatique et le terrorisme. Avec la croissance économique des économies émergentes, la part du G7 dans le PIB mondial n'a cessé de diminuer, passant de 61 % en 1980 à 52 % en 2008.

Je parle de 2008 car c'est l'année où la crise financière mondiale a débuté. Lorsque la crise financière mondiale a éclaté à l'automne 2008, il était impossible pour les seuls membres du G7 d'y faire face. Le premier sommet du G20 réunissant les chefs d'État et de gouvernement

s'est tenu à Washington DC en novembre 2008. L'année suivante, en 2009, à Pittsburgh, les chefs d'État et de gouvernement du G20 ont déclaré que le G20 serait le premier forum de coopération économique internationale, et il est devenu un acteur majeur de la gouvernance mondiale, remplaçant de fait le G7. Le G20 a depuis stabilisé l'économie mondiale, surmontant avec succès la crise financière de 2008 grâce à une coordination active des politiques macroéconomiques de ses membres. Il a également joué un rôle déterminant dans la conclusion de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, lors de la COP21, et dans sa rapide entrée en vigueur en 2016.

Néanmoins, comme vous le savez, les trois derniers sommets du G20 à Bali, New Delhi et Rio ont démontré que le G20 ne pouvait plus avoir d'impact significatif sur les questions internationales en raison de l'effondrement des mécanismes de coopération internationale dû principalement à l'intensification des relations conflictuelles entre les États-Unis et la Chine et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans ce contexte, le G7 a retrouvé de son importance en coordonnant en grande partie les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie. Toutefois, son manque persistant de représentativité dans l'économie mondiale, la part du G7 dans le PIB mondial étant tombée à 30 % l'année dernière, contre 85 % pour le G20, limite le rôle du G7 en tant qu'entité de gouvernance mondiale. Reste à savoir comment le G7 peut accroître sa représentativité sans nuire à son efficacité.

Créé en 1999 après la crise financière asiatique, au niveau des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale, le G20 est né d'une volonté d'intégrer des pays systématiquement importants, capables de contribuer à la stabilité économique et financière mondiale. Sa composition portée à 20 membres est le fruit d'un savant équilibre entre représentativité et efficacité. Le conflit entre représentativité et efficacité a toujours été au cœur des préoccupations du G7 comme du G20. Il est appelé à perdurer. D'une part, le G7 et le G20, en tant qu'acteurs majeurs de la gouvernance mondiale, doivent compter parmi leurs membres tous les pays importants. D'autre part, ils doivent prendre en compte le risque d'une efficacité réduite si le nombre de membres dépasse un certain seuil. Il s'agit là d'un dilemme inévitable. Tout élargissement éventuel du G7 et du G20 doit viser à pallier leur manque de légitimité. Par ailleurs, l'extension de l'agenda du G7 et du G20 pose un autre défi : conserver la capacité d'assumer le leadership sur toutes les grandes questions internationales. Le communiqué des chefs d'État et de gouvernement du G7 cette année compte 36 pages, et tout au long de l'année, l'Italie a accueilli 23 réunions ministérielles, chacune ayant donné lieu à une longue déclaration. De même, la déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G20 à Rio cette année compte 22 pages, et le Brésil a accueilli plus de 100 réunions ministérielles, groupes de travail, *task forces* et réunions de groupes d'engagement.

Permettez-moi d'aborder un dernier point : le président Trump. Je pense que vous vous souvenez tous de ses propos en mai 2020, lorsqu'il a déclaré que le G7 est un groupe de pays très dépassé. Je me suis laissé dire que, depuis son élection, les sherpas G7 et G20 avaient du mal à produire des projets de déclaration des chefs d'État et de gouvernement, principalement en raison de son aversion pour le vocabulaire lié au changement climatique et au système commercial multilatéral. J'ai participé au sommet du G20 de Hambourg en 2017 en tant que sherpa de la Corée. La déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G20 faisait toujours mention jusque-là du soutien au système commercial multilatéral, mais à Hambourg, le sherpa des États-Unis s'est opposé à toute mention du système commercial

multilatéral. Nous lui avons demandé pourquoi. Il a répondu : « Trump n'aime pas. » Il a préféré proposer « système commercial international ». Ainsi, la déclaration des chefs d'État et de gouvernement de Hambourg fait référence au « système commercial international » et non au « système commercial multilatéral ». J'ai vérifié la déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G20 de cette année. Elle revient à la formulation initiale : « soutenir un système commercial multilatéral ». La politique « L'Amérique d'abord ! » ne reconnaît pas la valeur des alliances et des partenaires, et je m'attends donc à voir la vitalité du G7 et du G20 considérablement amoindrie. Le rôle de leadership des États-Unis au sein du G7 et du G20 pourrait être différent dans les années à venir. Nous voici tous face à un véritable défi. Merci.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup, Hye-Min. C'était un point de vue très intéressant et exhaustif.